

La Cité des Roms

Entretien avec Frédéric Castaignède

Réalisateur

MARIE RAYNAL : Frédéric Castaignède vous êtes l'auteur du film documentaire *La Cité des Roms*¹ que j'ai vu avec beaucoup de plaisir et d'intérêt. Pour quelles raisons vous êtes-vous intéressé à cette question ?

FRÉDÉRIC CASTAIGNÈDE : Je réalise des films documentaires depuis dix ans, des films à caractère géopolitique. Mon précédent film portait sur la Cour pénale internationale. Je connaissais indirectement la question rom à travers cette histoire de la CPI, dont l'idée est née après la Seconde Guerre mondiale avec le génocide nazi qui a aussi frappé les Tsiganes, mais je ne connaissais pas la question rom en particulier. Ce film est né en découvrant le travail d'un photographe marseillais, Salah Benacer, qui avait passé deux mois dans le quartier de Nadejda, le quartier rom d'une petite ville de 100 000 habitants, Sliven, en Bulgarie. À Nadejda, il y a 20 000 Roms qui vivent dans un quartier d'à peu près 12 ha, environ 300 m sur 400 m. Il est entouré d'un

mur en béton de trois mètres de haut. Salah Benacer avait été accueilli par la mission de Médecins du monde qui avait monté pendant deux ans un programme de protection maternelle et infantile dans le quartier, dans une perspective sanitaire, mais aussi politique, pour sensibiliser l'opinion à l'exclusion qui frappe les Roms, pas seulement à Sliven, pas seulement en Bulgarie, mais dans toute l'Europe. Quand j'ai vu ces photos en noir et blanc, magnifiques, j'ai ressenti une espèce de sidération qu'un quartier comme ça puisse exister au cœur de l'Europe aujourd'hui. Ces photos m'évoquaient un livre d'histoire, m'évoquaient le ghetto de Varsovie et je trouvais cette situation proprement scandaleuse. J'ai donc contacté Léa Lamarque, la coordinatrice de Médecins du monde dans ce quartier. Elle venait tout juste de rentrer en France. J'ai commencé à discuter avec elle et à mûrir un projet de cinéma documentaire. Je suis allé là-bas avec elle en repérage. Comme elle y avait vécu, qu'elle s'occupait des femmes enceintes, des enfants, elle avait noué une relation très intime, très fusionnelle avec certains habitants du quartier, ce qui m'a permis dès le repérage d'avoir un accès privilégié à cette communauté et, en passant beaucoup de temps, de rencontrer peu à peu les habitants et d'identifier les gens que j'allais choisir comme protagonistes du film. Je ne voulais pas faire un énième film folklorique, romantique, ou à l'inverse misérabiliste sur les Roms, mais je voulais faire un vrai film politique. Le dé clic a été ma rencontre avec Angel qui est le person-

■ 1 Frédéric Castaignède a reçu le prix Iris Europa pour son film *La Cité des Roms*. Ce prix récompense le meilleur programme multiculturel télévisuel.
<http://www.nps.nl/nps/prixiris/welcome.html>

nage central du film. Il est coordonnateur dans une ONG rom qui s'appelle l'Organisation de la jeunesse rom et qui a mis en place un programme de déségrégation scolaire pour sortir les enfants de l'école ghetto, l'école ségréguée tzigane, du même type que celles des années 50-60 aux États-Unis: des écoles ethniquement homogènes. Cette ONG s'efforce d'inscrire les enfants roms dans des écoles bulgares avec toutes les difficultés que cela implique.

Ensuite, je suis retourné en France pour une longue période d'écriture, et j'ai proposé le projet à Arte qui l'a inscrit dans la collection Grand Format qui programme des longs-métrages documentaires. Le tournage s'est étalé sur six mois, entre septembre et février. Je voulais que la temporalité du film, comme il est centré sur la question de l'école, coïncide avec la temporalité d'un semestre scolaire. Le film commence au moment de la rentrée des classes qui a lieu, en Bulgarie, le 15 septembre et il se termine à la fin du premier semestre scolaire. Il s'articule autour de deux tableaux principaux, l'école et les élections. Il faut préciser que Sliven est une des villes où il y a le plus fort pourcentage de Roms en Bulgarie, près de 20 % de la population est d'origine rom, même s'ils sont Bulgares et qu'ils s'affirment comme tels. Ils parlent bulgare, contrairement au préjugé selon lequel ils ne parlent pas la langue du pays d'accueil et... ils votent. En période de campagne municipale, cela devient un enjeu très important et ce que j'avais soupçonné à l'écriture s'est confirmé au tournage en découvrant que tous les candidats achètent purement et simplement les voix des Roms! Et avec de l'argent sonnante et trébuchante. Mais l'enjeu de ce film c'était aussi de construire une sorte de métaphore de ce qui se passe dans tous les pays européens. Aujourd'hui les Roms, sans doute près de dix millions, constituent la minorité ethnique la plus importante d'Europe; et c'est aussi la minorité la plus pauvre et la plus discriminée. Le film a été montré dans de nombreux festivals, à Paris, à Prague, à Londres, en Suisse, et à chaque fois je sens que

les spectateurs rapportent ce qu'ils voient à des situations qu'ils vivent dans leur propre pays.

M. R. : Il a été diffusé en Roumanie?

F. C. : Il a été projeté dans le cadre du festival des droits de l'homme de Prague qui s'appelle One World. Ce festival a une reprise en Roumanie, donc je pense qu'il y a aussi été projeté.

M. R. : J'ai trouvé très intéressante la vision critique de l'école et de la scolarisation que ce film propose. On peut la transposer à ce qui se passe en France, dans nos banlieues qui vivent une ségrégation analogue. Et la même question se pose: comment déségréguer? Comment faire en sorte que les mêmes enfants ne soient pas tous aux mêmes endroits? Comment faire une éducation mixte? En France on essaie le *busing* aussi pour que les enfants des classes populaires se « mélangent » avec les autres. Votre film nous confronte à des problèmes qui ne sont pas seulement ceux des Roms, mais plus généralement ceux des pauvres, des étrangers, des relégués.

F. C. : C'était le deuxième enjeu. Au-delà du fait que le film renvoie à la situation des communautés roms dans chaque pays européen, il entend dépasser la seule question rom. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai appelé le film *La Cité des Roms*. C'est un mot ambivalent qui avec une majuscule évoque l'essence de la politique – polis signifie « cité » en grec – et qui avec un « c » minuscule renvoie aux cités, aux zones de relégation, qu'on connaît en France, au Brésil ou en Afrique du Sud. On a fait une projection à Marseille avec Médecins du monde et les spectateurs disaient être confrontés aux mêmes problèmes de ségrégation scolaire et d'achat des voix pendant les élections...

M. R. : On voit dans votre film les limites du *busing* et les souffrances imposées aux enfants avec ces déplacements au petit matin froid, les retours le soir et puis cette volonté acharnée de certains adultes militants pour essayer de les sortir d'une condition misérable. J'ai bien aimé aussi la vérité des propos tenus par le personnage principal. Il porte un regard critique sur sa communauté. Il lui reproche des coutumes qui la maintiennent dans une situation de précarité. Par exemple, que les jeunes pensent d'abord à se marier, à danser tandis que d'autres, dit-il, préparent le bac... Cela démystifie la façon de les consi-

dérer et permet de comprendre qu'ils ne sont pas seulement une population ségréguée, menacée, mise à l'écart, mais aussi coresponsables de leur sort.

F. C. : Je voulais mettre en scène cette complexité, faire un film à travers le regard des Roms, à travers un regard qui ne soit pas un regard compassionnel ou complaisant. L'un de ceux dont le regard est le plus critique, distancié, c'est par exemple Nikolaï, le musicien qui travaille beaucoup à l'extérieur du quartier, mais aussi à l'étranger dans différents pays. Il a une conscience très vive de la situation de son quartier par rapport au reste du monde. Il a vécu en Norvège où il y a une grande mixité scolaire.

M. R. : Mais les enfants ne sont pas exclus de l'école parce qu'ils ne parlent pas la langue ?

F. C. : Non, ils parlent les deux langues. C'est la raison pour laquelle dans le film les protagonistes ont mis un point d'honneur à parler en bulgare. Il y a quelques scènes où ils parlent en romani, mais très peu. Ils ne maîtrisent pas, bien sûr, le bulgare littéraire comme peuvent le parler certains professeurs roms qui enseignent dans des universités, parce qu'il faut préciser qu'il y a des Roms très éduqués en Bulgarie. Pendant la période communiste, quels que soient les défauts de cette période, il y a eu un effort d'intégration. La présidente de l'ONG que je filme a fait des études et fait partie de ce que l'on appelle les leaders roms. Beaucoup essaient, à l'échelle de la Bulgarie et de l'Europe, de créer un vrai mouvement rom. J'ai rencontré, par exemple, une députée européenne d'origine rom à Strasbourg, Viktoria Mohacsi, qui est hongroise d'origine rom. La Hongrie a été un pays pionnier dans la lutte pour les droits des Roms. À Budapest il y a le Roma Education Fund, qui finance l'ONG que j'ai filmée, soutenu à la fois par la Banque mondiale et par la Fondation Soros. Reste l'éternelle question : cette ségrégation est-elle d'origine ethnique ou sociale ? Avant 1971 il y avait des Bulgares et des Tsiganes

indifféremment dans les écoles bulgares. Stefka, la patronne du bar à soupe que je filme, a connu l'école quand elle était mixte.

M. R. : Qu'est-ce qui s'est passé en 71 ?

F. C. : En 71, en Bulgarie, sous la présidence de Jivkov, le communisme s'est radicalisé – comme cela s'est passé dans tous les pays d'Europe centrale et orientale – et les autorités ont mené une vraie politique de ségrégation. À Sliven en particulier en 71, on a construit purement et simplement une autre école pour les Bulgares et ils ont laissé tous les Roms dans l'école n° 6. Le directeur de l'école n° 6 me dit que c'est pratique car c'est l'école qui est à côté du quartier, donc une école de quartier. Sauf que l'école qu'ils ont construite pour les Bulgares est encore plus proche du quartier rom que l'école n° 6 qui est l'école ségréguée. Cet argument ne tient évidemment pas. J'ai rencontré aussi des gens du Secours populaire qui soutiennent financièrement l'école n° 6 pour l'achat de matériel. Ils avaient un programme de « déségrégation » et voulaient créer des activités extrascolaires entre l'école n° 6 ségréguée et l'école d'à côté, celle des Bulgares. La directrice de l'école bulgare a dit que jamais elle ne mettrait les enfants bulgares dans un programme de « déségrégation » ou de lutte contre les discriminations. Il s'agit donc d'un problème politique, c'est ce que j'ai voulu montrer dans le film ; le nœud du problème est politique. Quand on voit les responsables politiques comme le maire de Sliven, qui, comme les autres candidats, achète les voix des Roms on comprend pourquoi la situation n'avance pas. La Bulgarie a intégré l'Union européenne récemment et elle subit des pressions de Strasbourg, de Bruxelles, pour faire avancer cette question de la lutte contre la ségrégation.

M. R. : Si on suivait les préconisations européennes la question serait réglée depuis longtemps car les textes sont clairs.

F. C. : Sauf que dans les rapports, beaucoup de mesures sont prises, et puis une fois qu'on est sur place, peu de programmes fonctionnent bien.

M. R. : En France, la ségrégation existe aussi ; les élus ne manifestent pas particulièrement leur enthousiasme à voir des Roms s'installer sur leur territoire.

F. C. : Cela relève de la méfiance, sinon de la haine, vis-à-

vis du nomadisme. Les nomades sont perçus comme des gens qu'on ne peut pas contrôler. Ce qui est sans attache effraie le pouvoir. Aujourd'hui il y a dix millions de Roms en Europe, les vrais nomades représentent 20 % à peine car 80 % des Roms, en Europe, sont sédentaires, ont été sédentarisés de force.

M. R. : Comment peut-on voir votre film ?

F. C. : Je vous renvoie au site de vidéos à la demande d'Arte où le film est disponible en ligne. (www.artevod.com) ■

